Le "berceau" universitaire dakarois : entre permanences et ruptures

Autor(en): **Gueye, Omar**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **25 (2018)**

Heft 1: **Attraktive Orte zur Aufnahme ausländischer StudentInnen = Accueillir l'étudiant.e étranger.ère**

PDF erstellt am: **02.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-772389

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Le «berceau» universitaire dakarois

Entre permanences et ruptures

Omar Gueye

Introduction

Cet article étudie le rôle et la place de l'Université de Dakar, la *18e université française,* actuelle Université Cheikh Anta Diop (UCAD), dans la formation et la socialisation des étudiants en Afrique.[1] Il met l'accent sur l'institution en tant qu'espace favorable au brassage des étudiants d'origines diverses et à leur engagement militant, depuis les premières élites formées dans le projet colonial jusqu'aux jeunesses africaines contemporaines, qui prolongent une tradition de lutte prodémocratique. L'idée de départ était d'étudier la spécificité de Dakar et de son université comme «lieu d'accueil» dans le cadre de la mobilité étudiante de l'espace francophone, quand l'institution jouait ce rôle avec plénitude. Pour éviter toutefois une tendance à focaliser sur «l'âge d'or» de l'UCAD, celui des années 1950 à 1980, nous avons étendu la réflexion aux mutations intervenues dans les années 1990 et 2000. Cette contribution interroge donc l'actualité de l'institution soumise aux nombreux défis de son passage à la tutelle du Sénégal, dans un contexte de crises récurrentes et de ruptures.

Jusqu'à la fin des années 1960, Dakar était l'une des rares villes africaines à abriter une université accueillant des ressortissants de l'Afrique francophone en général, avec un nombre de professeurs et d'étudiants étrangers plus élevé que celui de leurs homologues sénégalais. Durant l'année universitaire 1967–1968, l'Université de Dakar comptait 244 professeurs français contre 44 professeurs sénégalais et africains,[2] mais le pourcentage d'étudiants français diminua à 27 pour cent des inscrits en 1968 contre 32 pour cent de Sénégalais et 38 pour cent d'autres Africains francophones. Le recteur resta français jusqu'en 1969. Mais à partir des crises cycliques dues aux mutations politiques et idéologiques dans l'ancien espace colonial, des ruptures s'opérèrent avec la contestation de l'ordre dit néocolonial qui mobilisa les opposants aux régimes africains et les étudiants. Face au règne quasi généralisé du parti-unique en Afrique, le campus de Dakar était devenu le refuge des partis d'opposition, provisoirement vaincus, interdits ou dissous, dont les sections de jeunes étaient très actives dans la direction du mouvement étudiant.

Les étudiants très politisés menèrent alors une vive contestation contre le régime du président Léopold Sédar Senghor et de ses successeurs. Le virage entamé à partir de la crise de Mai 1968 provoqua des réformes et la création progressive d'institutions universitaires dans les pays qui envoyaient jadis leurs étudiants au Sénégal. Cette dernière tendance se précisa dans les années 1970 avant que les crises répétitives des années 1980 et 1990, amplifiées par les difficultés de l'ajustement structurel et du «déficit démocratique» en Afrique, n'entraînèrent des ruptures décisives dans la trajectoire du «berceau dakarois». Des cycles de «grèves sauvages» ou «grèves politiques»,[3] notamment après l'année blanche consécutive à la grève des étudiants et des élèves en 1988, remettaient en cause la stabilité de l'institution et ouvraient définitivement la voie à l'exploration de nouvelles filières en dehors du Sénégal. En définitive, l'Université de Dakar garda sa vocation internationale, certes, mais abandonna son statut de destination exclusive des Africains.

Une université française en Afrique

Le Sénégal abrita très tôt des structures dispensant un enseignement supérieur: l'Ecole normale Willam Ponty (1903), l'Ecole de Médecine (1918), le Centre des Hautes Etudes (1950), puis l'Université de Dakar (1957), devenue Université Cheikh Anta Diop en 1986, qui accueillirent des étudiants venant de l'Afrique-Occidentale française (AOF), voire de toute l'Afrique française, ainsi que des étudiants français et d'autres nationalités non-africaines. Dès lors, Dakar devint un centre d'application du projet colonial[4] et de formatage des élites coloniales dans lequel l'université africaine, puis sénégalaise, par sa vocation universelle,[5] accueillit des jeunes d'horizons divers.

A l'instar de la ville qui l'abrite, l'Université de Dakar fut donc une des institutions les plus représentatives du dispositif français en Afrique et fonctionnait, par moments, comme un clone des universités françaises auxquelles les étudiants dakarois se référaient. Succédant à l'Institut des Hautes Etudes, l'Université de Dakar fut fondée, en tant que 18e université française par le décret n° 57-240 du 24 février 1957.[6] Les dispositions législatives et réglementaires de l'enseignement universitaire français valables au Sénégal impliquaient la conformité des enseignements et des diplômes décernés dans les deux pays. L'Université de Dakar, qui dépendait de celle de Bordeaux, était la seule université de l'Afrique française après celle d'Alger. Dakar fut donc le lieu où la plupart des cadres des jeunes nations africaines faisaient leurs humanités. Drainant 23 nationalités différentes, c'était peut-être la seule université du monde où les nationaux étaient minoritaires: seulement 32 pour cent de Sénégalais jusqu'en 1968.[7] Toutefois, ce

«berceau dakarois» devint rapidement un creuset intellectuel et culturel structurant des réseaux de solidarité ultérieurs. En effet, la fréquentation des écoles et de l'université va unir des étudiants de provenances territoriales diverses, dont les liens étroits d'amitié et de solidarité allaient survivre à travers des associations d'anciens étudiants. Un universalisme africain se construisit alors, dans la mesure où être étudiant au campus de Dakar signifiait aussi apprendre comment être «plus Africain que Dakarois».[8] La ville fut alors synonyme d'humanités pour les jeunes Africains qui s'y retrouvaient et qui développaient un véritable «esprit de corps» d'une élite en construction.

Lieu de formation professionnelle, l'Université de Dakar a été aussi un espace de formation – ou d'information – politique pour les jeunes Africains qui se regroupaient au sein d'organisations transnationales. Ils militaient activement pour des causes étudiantes, mais aussi pour celles concernant leurs pays respectifs, l'Afrique et le monde plus en général. A l'image de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) en France, ils s'inscrivirent dans le courant des combats sociaux et politiques de leurs époques respectives: l'Union générale des étudiants de l'Afrique de l'Ouest (UGEAO) dans les années 1950–1960, l'Union des étudiants de Dakar (UED) dans les années 1960–1970 et l'Union démocratique des étudiants de Dakar (UDED) dans les années 1980–1990. Les étudiants africains furent donc très tôt militants et au diapason du monde. Selon un contexte différent d'une génération à l'autre, leurs doléances relevaient souvent de considérations plus idéologiques qu'économiques.

Dakar la frondeuse

Chaque génération s'insurgea contre les contradictions de son époque, au-delà des thèmes transversaux de la revendication d'une université au service du peuple, d'une indépendance politique réelle face au *néocolonialisme* et pour l'unité africaine. En effet, les étudiants engagés dans le combat anticolonial désapprouvaient les positions de leurs gouvernements dans le contexte de lutte de libération dans le tiers-monde. Les tentatives d'asphyxie de la Guinée, de déstabilisation du Ghana ou d'écrasement du Vietnam étaient durement ressenties par les Dakarois critiquant le néocolonialisme et la *pseudo-indépendance* de leurs propres gouvernements. Après la *résistance anticoloniale,* pour les premières générations, contester l'*establishment* faisait partie de l'apprentissage du militantisme. Cette attitude traduisait le refus d'allégeance aux idéologies, celles de la négritude (Senghor) ou de l'authenticité (Mobutu),[9] qui furent plutôt des slogans autour desquels mobilisaient les «pères de la nation» et autres «guides éclairés» à la

tête de leur parti-Etat· Le mouvement étudiant devint alors le fer de lance de la dissidence politique et l'université l'un des secteurs de la société qu'on cherchait à contrôler. Les pouvoirs en place craignaient les mobilisations étudiantes souvent déstabilisatrices, comme ce fut le cas en mai 1968 lors de la jonction entre la jeunesse urbaine, les étudiants, les élèves et les syndicats de travailleurs. A l'époque du parti-unique au Sénégal, ou *parti-unifié* selon le président Senghor, pendant laquelle les partis d'opposition étaient dissous ou interdits, le campus universitaire fut le seul espace où l'expression politique était possible. Cette situation plaça les étudiants fortement politisés au-devant de la scène et de ce qu'ils considéraient comme des luttes d'avant-garde ou révolutionnaires contre les pouvoirs dits «réactionnaires». Ils continuaient ainsi de développer une tradition de contestation héritée de leurs anciens, dans le sillage des querelles idéologiques qui dominaient le monde et de la vague contestataire des années 1960. Dans cette période trouble des années de guerre froide, le visage du «néo-colonialisme» portait un nom, selon les étudiants, celui du président Senghor, par ailleurs concepteur et théoricien de la négritude. Les confrontations prirent alors les contours d'une lutte «contre le régime personnel de Senghor»[10] et, très souvent, mobilisaient à la fois les étudiants sénégalais et leurs homologues des autres nationalités, par esprit de solidarité.

Ainsi naquit ce que les anciens appelèrent «l'esprit de Dakar»,[11] qui se poursuivit au-delà du séjour au campus, fondé sur une longue cohabitation, des lectures communes, des héros communs et des idéaux partagés avec leurs homologues du monde. L'université fut regardée avec suspicion comme agitatrice et déstabilisatrice dans les autres pays qui suivaient les événements de Dakar. C'est pourquoi, au lendemain de l'agitation de Mai 1968, «les autorités malgaches [éprouvaient] les plus grandes inquiétudes devant la menace que pourrait faire courir à l'ordre public la présence d'agitateurs africains à Tananarive»; telle fut la préoccupation de Jacques Ramémananjara, proche collaborateur du président malgache Philibert Tsiranana, exprimée lors de la visite de l'ambassadeur [du Sénégal en France] André Guillabert, dont l'objet était de faire admettre au Gouvernement malgache la possibilité d'accueillir des étudiants précédemment à Dakar.[12] Pour tous ceux qui pensaient comme les dirigeants malgaches, le mot d'ordre était clair: il fallait surtout éviter les *fauteurs de trouble,* étiquette qu'on avait définitivement collée aux *Dakarois*.

Le «berceau dakarois» joua ainsi un rôle pionnier dans le militantisme de plusieurs générations de jeunes Africains engagés dans la défense des idéaux de leurs époques respectives: *Mai-68* (années 1960 et 1970), *Jeunesses africaines Thomas Sankara* (années 1980), *Y en a marre* ou *Balai citoyen* (années 2000). «L'esprit de Dakar» survécut dans le sens où l'on cherchait toujours à maintenir une cohésion qui ne tiendrait pas compte de la territorialité. Déjà au début des

années 1960, on voulait éviter de «sénégaliser» l'Université de Dakar qui restait dénommée «université africaine».[13] D'ailleurs, les étudiants récusaient le terme «étrangers», qui servait à désigner ceux qui n'étaient pas sénégalais, au nom de l'idéal panafricain. Ils combattirent solidairement pour des causes auxquelles ils croyaient, en particulier l'unité africaine, et furent communément taxés d'agitateurs et de subversifs. Ils se regroupaient, d'une part, en associations nationales dont les membres provenaient d'un même pays d'origine et, d'autre part, en une organisation supranationale (UED) dirigée par un non-Sénégalais, qui regroupait les différentes associations nationales.

Cette tradition de luttes universitaires contestataires se perpétua dans les différentes générations de jeunes Africains «révolutionnaires». Il semblait de plus en plus fréquent de voir des étudiants politisés envahir la scène politique de leur pays et supplanter provisoirement les partis d'opposition en tant que contre-pouvoir. La génération de 1988, ladite *jeunesse malsaine* (selon les termes du président sénégalais de l'époque, Abdou Diouf) exprimait une exaspération.[14] Apparu en 2011 au Sénégal contre un nouveau mandat du président de la République sortant, le mouvement *Y en a marre* a largement servi de déclencheur au niveau continental, aussitôt repris par leurs homologues du *Balai citoyen* au Burkina Faso, *Ça suffit comme ça* au Gabon, *Filimbi* (sifflet en swahili) et *Lucha* (Lutte pour le Changement) en République démocratique du Congo. Ces différents mouvements citoyens, qui mobilisaient aussi les étudiants, étaient dirigés par des jeunes qui ne provenaient pas directement de l'université. Ils venaient combler le vide laissé par les étudiants moins politisés que leurs aînés et, en conséquence, adoptaient une position de sentinelle démocratique en menant la contestation aux régimes de leurs pays respectifs.

Au fil des générations, d'autres méthodes s'ajoutèrent à celles traditionnelles héritées de leurs aînés: la musique urbaine, et notamment le hip-hop inspiré des Américains, entre dans ce cadre. La parole devint une arme nouvelle pour cet engagement citoyen, en alternative à l'occupation de la rue. Un «vrai effet générationnel» fonctionna alors à l'échelle du continent.[15] «[Les jeunes] s'inscrivent également dans la mythologie révolutionnaire africaine [et] se posent volontiers en héritiers de figures respectées et admirées du continent, comme Thomas Sankara ou Patrice Lumumba. Leurs meneurs se posent en défenseurs du panafricanisme, fustigeant sans ménagement l'impérialisme occidental. Voyageant aux quatre coins du continent, ils se considèrent comme des frères et estiment que l'union fera leur force.»[16] Ces jeunes panafricanistes, peut-être moins «intellectuels» que leurs anciens qui étaient presque exclusivement issus du campus universitaire, étaient, au contraire, plus réalistes et moins «utopistes» dans leur démarche, en contribuant effectivement à l'alternance politique dans certains pays comme le Sénégal (2012) et le Burkina Faso (2014).

Une tradition d'organisations

L'apprentissage et la pratique démocratique s'étaient aussi accompagnés de structures organisationnelles qui fonctionnaient selon des règles définies par les différentes composantes du campus universitaire. Cet embryon de vie démocratique préfigurait peut-être de ce qu'allait devenir la pratique dans les structures étatiques, à l'échelle des nations, voire du chimérique Etat d'une Afrique unie, comme en rêvaient les étudiants dakarois. Plusieurs organisations s'illustrèrent dans l'intégration des étudiants étrangers à l'Université de Dakar, et dans l'animation politique et syndicale de la vie estudiantine. Il s'agit particulièrement de deux organisations pionnières: l'AGED, Association générale des étudiants de Dakar, fondée en 1951, première organisation des étudiants de l'Institut des Hautes Etudes, et l'UGEAO, Union générale des étudiants de l'Afrique occidentale, qui prit la relève de l'AGED en 1957. Inscrivant son action dans la lutte anticolonialiste aux côtés de la FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France), de l'UGTAN (Union générale des travailleurs d'Afrique Noire) et des partis progressistes, l'UGEAO confirma la volonté des étudiants africains de militer politiquement et proclama dès 1956: «Nous ferons de l'agitation [...] et nous descendrons dans la rue, nous devons nous placer à la tête de l'action anticolonialiste en Afrique noire et nous saurons conquérir notre indépendance de haute lutte comme nos camarades d'Extrême-Orient et d'Afrique du Nord.»[17] Ces deux organisations polarisèrent l'engagement nationaliste des jeunes, en général, et des étudiants, en particulier. Leurs héritières, l'UED et l'UDES, puis l'AGES et la CED, prolongèrent leur action après les indépendances dans un esprit de solidarité africaine.

L'UED, Union des étudiants de Dakar, créée le 30 avril 1966 à la suite des manifestations consécutives à la chute du président Nkrumah renversé par un coup d'Etat, regroupait toutes les organisations nationales, soit 23 nationalités africaines présentes à Dakar. Elle cohabita avec sa jumelle l'UDES, Union démocratique des étudiants sénégalais, créée le 30 décembre 1966 à la suite de la dissolution de l'UGES, Union générale des étudiants sénégalais, plutôt proche du régime. Les différentes organisations cohabitèrent et luttèrent ensemble, ce qui valut aux étudiants étrangers d'être les boucs émissaires du régime de Senghor qui leur reprochait de se mêler des «affaires sénégalo-sénégalaises» et, en conséquence, d'être expulsés du campus et du Sénégal en cas de crise grave, comme en 1966 et en 1968.[18]

Ces deux organisations menèrent ensemble plusieurs actions d'avant-garde politique: un meeting de solidarité avec les peuples des colonies portugaises le 3 décembre 1967; des journées de solidarité avec les peuples africains sous domination portugaise les 3 et 4 février 1968; une protestation contre la parti-

cipation de la République sud-africaine au 2e colloque africain de psychiatrie à Dakar le 5 mars 1968, au nom de la lutte contre l'Apartheid; etc. Le paroxysme fut atteint lors de la fronde de 1968, initialement lancée par l'association sénégalaise, l'UDES, qui se généralisa avec l'implication de l'UED dirigée par le Guinéen Samba Baldé. Avant-gardistes, comme leurs aînés, ils proclamaient: «Notre lutte à nous étudiants n'a de sens que dans la mesure où elle aide à la prise de conscience de nos peuples, où elle renforce la lutte déjà entreprise [...]. Nos gouvernements, pour la plupart, ont fait la preuve irréfutable de leur carence, de leur caractère réactionnaire et servile aux intérêts des monopoles étrangers.»[19]

A la suite d'une longue confrontation avec le régime de Senghor, marquée par des crises répétitives de 1966 à 1971, l'UED et l'UDES furent dissoutes en même temps le 28 février 1971. Le mouvement étudiant entra alors dans une impasse dans les années 1971 à 1974, période distinguée par une série de manifestations violentes et une sévère répression gouvernementale. La CED, Coordination des étudiants de Dakar, créée en 1987 par une restructuration des amicales disparates, avait pris la direction du mouvement étudiant, affaibli par la répression gouvernementale ainsi que par les nombreuses querelles idéologiques et de leadership entre chapelles concurrentes de la gauche sénégalaise. La CED commença à se faire déborder par la percée des mouvements religieux et identitaires. Le campus, jadis marqué par les idéologies de contestation politique, semblait désormais avoir une alternative identitaire qui signifiait une rupture avec le règne de l'idéologie, en particulier le marxisme, qui faisait jusque-là une place de choix à la laïcité, voire l'athéisme, qui gagnait du terrain chez les jeunes adeptes. Ce fut la fin du temps des toutes-puissantes associations unitaires et, dans une moindre mesure, les prémisses de déclin du *berceau panafricain*.

Si, au final, le campus de Dakar resta un centre d'action névralgique connu pour ses grèves et ses manifestations d'avant-garde politique, au fil des années, le mouvement étudiant perdit progressivement de sa splendeur. La tendance se précisa dans les années 1990 et 2000 lorsque les partis politiques et les obédiences diverses, qui avaient de tout temps infiltré les organisations étudiantes, continuèrent à se disputer leur contrôle, au moment où [...] les étrangers désertèrent progressivement le campus.

Le «berceau dakarois» en question: se réinventer une vocation

La vocation internationale du *berceau dakarois* et les brassages multiples dans son espace ont contribué à inculquer aux jeunes Africains une culture politique, nourrie des idées en débat sur le devenir de l'Afrique, l'ouverture au monde et la solidarité internationale. En plus de la formation professionnelle, Dakar joua ainsi

un rôle important dans la socialisation des étudiants francophones, et cela depuis les premières élites coloniales. Il y eut certes des ruptures avec l'expansion du réseau universitaire francophone à d'autres foyers africains, mais la permanence resta le besoin de solidarité dans un monde globalisé. Les objectifs pour chaque génération de *Dakarois* ne s'exprimaient peut-être pas dans les mêmes termes que «l'utopie révolutionnaire» des jeunes de 1968, mais ne différaient pas au fond de l'idéal de conquête démocratique qui fut le dénominateur commun de tous les acteurs.

L'institution entama lentement un déclin qui résultait plus de sa crise de croissance que d'une véritable désaffection. Les flux d'étudiants qui commencèrent à se détourner de Dakar à partir de 1968 se répartirent entre les différents pays, en direction de la France d'abord et, de façon plus globale, dans l'espace francophone. Déjà en 1978, 76 pour cent des inscrits étaient Sénégalais. Cette tendance se renforça dans les années 1980 et 1990 pour deux raisons principales. D'une part, la création d'instituts supérieurs et d'universités dans la plupart des pays francophones accrut les offres de formation et limita la mobilité vers Dakar. D'autre part, les crises répétitives dans l'enseignement supérieur sénégalais perturbèrent les cycles de formation avec la multiplication des années blanches ou invalides, décrédibilisant ainsi la formation et décourageant de plus en plus l'arrivée des étrangers.

Toutefois, la disponibilité fut souvent réaffirmée par les autorités publiques qui tinrent à la réputation de l'institution en tant que terre d'accueil des étudiants étrangers. Ainsi, dans un sursaut d'humanisme, le Sénégal offrit l'asile à un groupe d'étudiants provenant de Haïti en 2010, à la suite du séisme qui avait frappé ce pays. Cet acte, conjoncturel certes, rappelle sans doute une vocation lointaine du «berceau dakarois» qui accueillait déjà des Haïtiens au lendemain du Festival mondial des Arts nègres en 1966. Le pont jadis rêvé entre l'Afrique et sa diaspora fut provisoirement rétabli, illustrant le potentiel du «berceau» encore disponible à accueillir et à servir de creuset, mais les enjeux sont plus complexes que les principes.

Conclusion

Pépinière de cadres, foyer subversif ou casse-tête pour les gouvernements, l'Université de Dakar a joué un rôle d'avant-garde pour plusieurs générations d'étudiants, d'origines diverses, moulés selon les mêmes principes pendant des décennies. Mobilisés autour d'idéaux ou d'utopies révolutionnaires, ils se sont passé le flambeau de la lutte pour le développement économique et le progrès social du continent. Toutefois, ce foyer a vu progressivement son prestige décliner:

autant il a suscité envie et engouement depuis sa création, autant il n'attire plus à l'orée du 21e siècle. Différentes crises structurelles et conjoncturelles ont entraîné une désaffection croissante vis-à-vis de l'ex-Université de Dakar, actuelle UCAD, qui avait fait rêver les jeunes du Sénégal et d'Afrique. Elle ne séduit aujourd'hui plus les étudiants comme avant, à l'exception notable de la Faculté de médecine qui accueille encore des étrangers venant surtout du Maghreb, ainsi que de l'Ecole supérieure polytechnique, connue pour le fort taux d'insertion de ses diplômés dans le secteur privé. De toute évidence, les tentatives du système universitaire sénégalais, qui peine à se «réajuster» au nouvel environnement, illustrent les difficultés à survivre à l'héritage du «berceau dakarois». La massification des études qui présente le visage d'amphithéâtres bondés, où les étudiants s'assoient à même le sol, semble définitivement sonner le glas de l'«eldorado»,[20] dont les anciens étudiants des années 1960 se souviennent encore avec beaucoup de nostalgie.

L'Université de Dakar a aussi joué un rôle pionnier dans le domaine de l'enseignement supérieur en Afrique francophone. Elle a fonctionné comme un patrimoine commun à tous les pays qui en partageaient les services avant d'avoir leurs propres institutions et un legs pour les jeunesses africaines dont les actions renvoyaient à ce que les anciens pensionnaires appellent «l'esprit de Dakar», forgé dans un passé commun de socialisation. D'abord, l'Université de Dakar a été le lieu où la plupart des jeunes Africains, devenus cadres dans leurs pays respectifs, ont fait leurs humanités, leur formation professionnelle et/ou politique. Ensuite, creuset culturel et intellectuel, ce «berceau dakarois» a favorisé un militantisme étudiant et formaté l'esprit révolutionnaire des jeunes Africains, le plus souvent mobilisés au nom des idéaux d'indépendance et de panafricanisme. Enfin, la cohabitation dans l'espace universitaire a généré des réseaux de solidarité et inspiré des organisations nationales et transnationales de toutes obédiences qui s'inscrivent dans le combat pour le triomphe des idéaux de leurs époques respectives.

Cependant, en tant qu'espace de mobilité Sud-Sud et Nord-Sud, aussi bien que point de fixation des étudiants venant principalement de l'Afrique francophone, le «berceau dakarois» a subi les contrecoups de ses crises répétitives et de la redistribution de la carte universitaire africaine. Il a éclaté en différents centres qui offrirent autant d'espaces de sociabilité dans un environnement universitaire plus globalisé. A ces facteurs s'est ajouté le départ massif des étudiants et des enseignants français, à partir de 1970, qui signifiait aussi la fin d'une idylle. La limitation des flux vers Dakar fut accentuée par la création de nouvelles universités nationales et la mobilité vers des pays d'accueil différents. Cette donne inédite s'ajoute à la mobilité universitaire au sein de l'espace francophone, à la faveur d'un important dispositif basé sur un réseau de bourses, des accords de coopération et des institutions telles que l'AUF, Agence universitaire de la francophonie, la CONFEMEN, Conférence des ministères de l'Education nationale, ou le CAMES,

Conseil africain et malgache pour l'Enseignement supérieur. «L'âge d'or» de l'Université de Dakar a donc vécu, même si, malgré ses turbulences, elle tente de rester le lieu de sociabilité et le foyer d'excellence abritant 44 nationalités qu'elle a été. Les problématiques ne se sont pas posées dans les mêmes termes pour les générations successives de ce «berceau dakarois», mais elles ont toujours fait face à la permanence des défis auxquels furent confrontés leurs contemporains et, en même temps, aux problématiques inhérentes à leur vie universitaire.

Notes

1 Nous utilisons dans ce texte les termes de *berceau,* pour désigner le rôle pionnier de Dakar dans la naissance de l'institution universitaire dans l'Afrique francophone, et celui de *Dakarois,* pour désigner les anciens de Dakar (l'Université) et non les natifs ou les résidents de la ville.

2 André Bailleul, *L'Université de Dakar, institutions et fonctionnement (1950–1984),* thèse de doctorat d'Etat en droit, Dakar 1984.

3 C'est par les vocables de «sauvages» ou «politiques» que le président Senghor qualifiait les grèves des étudiants qui, selon lui, «visaient à faire tomber son régime», comme il l'indiquait lors de la crise de mai 1968. Cf. «Discours à la nation du 30 mai 1968».

4 Abdoulaye Bathily, Mamadou Diouf, Mohamed Mbodj, «Le mouvement étudiant sénégalais, des origines à 1989», in Hélène d'Almeida-Topor et al. (éd.), *Les jeunes en Afrique. La politique et la ville,* Paris 1992, 292.

5 La renommée de l'Université de Dakar est liée à l'histoire de la ville éponyme, à la fois capitale fédérale de l'Afrique-Occidentale française (AOF), en 1895, de la colonie du Sénégal, en 1957, de l'éphémère Fédération du Mali, en 1959, et de l'Etat du Sénégal indépendant, à partir de 1960. La ville évolua en tant que métropole francophone ouest-africaine, aussi bien pendant la période coloniale qu'au lendemain des indépendances. A ce titre, la plupart des événements sociaux et politiques de l'histoire de l'AOF se sont déroulés à Dakar, de sorte que l'histoire du Sénégal se confond souvent avec celle de l'AOF et des autres Fédérations françaises, voire des autres territoires de la France d'outre-mer. En plus de ressortissants de pays africains anglophones, l'Université accueillait, par exemple, des étudiants chinois en 1967–1968, provenant de Formose, le Sénégal reconnaissant à cette époque la République de Chine. Cf. Bathily/Diouf/Mbodj (voir note 4), 282–310.

6 Bailleul (voir note 2), 46.

7 Les effectifs d'étudiants étrangers baissèrent progressivement cependant, selon certaines sources disponibles. Sur 1012 étudiants inscrits en 1959–1960, on notait 33 pour cent de Sénégalais. Dix ans après, le pourcentage dépassait 50 pour cent. En 1975–1976, sur 7312 inscrits, 71,2 pour cent étaient des nationaux. En 1988–1989, sur 14'833 inscrits, 12'871 étaient Sénégalais. Cf. Momar-Coumba Diop (éd.), «Le syndicalisme étudiant: pluralisme et revendications», in Id., *Sénégal. Trajectoire d'un Etat,* Dakar 1992, 431–451.

8 L'un des exemples les plus marquants est l'*Amicale des Anciens de William Ponty* dont les relations, fondées surtout sur l'appartenance à la même promotion, survécurent même à la balkanisation grâce notamment à la circulation des personnes et des idées. Cf. Bathily/Diouf/Mbodj (voir note 4), 286.

9 Les idéologies controversées des «pères de la nation» furent contestées par les jeunes ainsi que leurs auteurs et théoriciens comme les présidents Léopold Sédar Senghor du Sénégal, pour la Négritude, et Mobutu Sese Seko du Zaïre, pour l'Authenticité. La tendance était plutôt au marxisme et ses différents courants.

10 Pour des détails plus fournis sur cette question, voir: Abdoulaye Bathily, *Mai 68 à Dakar ou la révolte universitaire et la démocratie,* Paris 1992; Omar Gueye, *Mai 1968 au Sénégal, Senghor face aux étudiants et au mouvement syndical*, Paris 2017.
11 Les anciens pensionnaires, dans leurs itinéraires et leurs différents pays d'accueil, continuent d'évoluer dans la mouvance de ce qu'ils appellent «l'esprit de Dakar». Nous empruntons cette expression au recteur de l'Université Montesquieu d'Abidjan, Mr Urbain Amoa, ancien étudiant de Dakar dans les années 1960.
12 Communiqué ambassade de France à Dakar nº 418–421, télégramme nº 442–445, Tananarive, 21. 6. 1968.
13 Bathily/Diouf/Mbodj (voir note 4), 299.
14 Comme en mai 1968, les étudiants de l'Université Cheikh Anta Diop menèrent une contestation lors des élections de février 1988, jugées frauduleuses par l'opposition au régime. Le président Abdou Diouf, face à la violence de la campagne électorale, avait qualifié la jeunesse de «malsaine», ce qui augurait déjà de la tension post-électorale, qui aboutit à une nouvelle année blanche, après celle de 1969.
15 Une analyse de Séverine Awenengo Dalberto, historienne française à l'Institut des mondes africains. Voir Nicolas Michel, «Au Sénégal, le hip-hop comme contre-pouvoir», *Jeune Afrique,* 25. 5. 2016.
16 Ibid.
17 Ibrahima Thioub, «Le mouvement étudiant de Dakar et la vie politique sénégalaise: la marche vers la crise de mai-juin 1968», in d'Almeida-Topor et al. (voir note 4), 272.
18 Gueye (voir note 10).
19 Tract de l'UED du 30. 4. 1968 s'adressant aux travailleurs africains à la veille du 1er Mai.
20 Les étudiants étaient presque salariés puisque, beaucoup d'entre eux, avec une bourse de 24'500 francs, subvenaient aux besoins de leurs familles.

Zusammenfassung

Die Universität von Dakar, die «Wiege» der afrikanischen Universitäten, zwischen Kontinuität und Wandel

Der Artikel untersucht die Rolle der Universität Dakar, der «18. französischen Universität» und heutigen *Université Cheikh Anta Diop* (UCAD), in der Ausbildung und Sozialisation von Studenten in Afrika. Er fokussiert die Institution als einen Ort, der die Begegnung von Studenten unterschiedlicher Herkunft und ihren politischen Aktivismus förderte, und deckt dabei einen Zeitraum ab, der von den ersten Eliten, die im kolonialen Kontext ausgebildet wurden, bis zu den heutigen afrikanischen Jugendlichen, die eine Tradition des prodemokratischen Kampfes fortführen, reicht. Er beschreibt auch die Veränderungen der Universität von Dakar angesichts wiederkehrender Krisen und der Ausrichtung auf einen stärker globalisierten Universitätsraum.

(Übersetzung: Anja Rathmann-Lutz)